



«Un ensemble de compétences»

Député et président de la section de l'UDC de la Glâne, **Philippe Demierre** compte sur ses compétences professionnelles et humaines pour représenter son parti, absent depuis vingt-cinq ans au Conseil d'Etat.

ANN-CHRISTIN NÖCHEL

Vous étiez le premier candidat UDC à sortir du bois fin mars, comment voyez-vous ce ticket final à quatre?

C'est une nouvelle stratégie qui permet de toucher toutes les régions du canton, mais aussi d'offrir une plus grande visibilité au parti. Il y a d'excellents profils, ayant le gabarit pour être conseiller d'Etat, l'engagement pour la politique est bien là. On verra ce que cela donne au premier tour, quitte à resserrer les rangs au second.

Votre épouse, Nathalie Goumaz, est secrétaire générale de Guy Parmelin. Est-ce l'UDC Suisse, depuis Zurich, qui vous a poussé à proposer votre candidature?

Pas du tout. Tout est parti de discussions internes au sein de la section glannoise. Il y en a ensuite eu dans le groupe des députés du Grand Conseil. Elles étaient nécessaires pour savoir quelles étaient mes chances d'obtenir un siège pour mon parti.

Vous êtes plutôt un nouveau venu en politique, cela ne vous défavorise-t-il pas?

Je comptabilise six ans d'expérience au sein de deux conseils communaux. Cela m'a permis d'appréhender ce que sont un exécutif et les compétences qui lui sont propres: savoir discuter, s'écouter les uns et les autres, arriver à un compromis, puis défendre la collégialité. Elles sont nécessaires, entre autres, pour être conseiller d'Etat.

Vous occupez actuellement le poste de responsable administratif à l'HFR. Quelles seront vos priorités au Conseil d'Etat concernant la santé?

Je suis pour un centre unique de soins aigus, complété de centres de santé dans chacun des districts. Il me paraît utopique d'avoir des urgences partout. Ce qui me semble a contrario primordial, c'est de baisser les coûts.

Et du côté de l'agriculture, vous qui avez été paysan?

J'ai baigné dans le milieu agricole une bonne partie de ma vie. Défendre une agriculture forte et ceux qui nous nourrissent est essentiel, et cela passe aussi par une consommation locale. On dépeint souvent l'UDC comme

étant un parti de *Neinsager*, qui n'apporte jamais de solutions. Pourtant, les questions environnementales ont toujours fait indirectement partie de son programme. Prenons l'exemple de l'utilisation des pesticides. J'ai vécu la transition en tant qu'agriculteur et je peux vous dire que j'ai intégré le virage écologique depuis longtemps.

Que pensez-vous des objectifs du Conseil d'Etat sur le plan climatique?

Je suis le premier à soutenir les mesures qui ont été prises dans le canton. Le dérèglement climatique est une réalité et en tant que papa et grand-papa, je n'ai pas envie de laisser une planète dans un sale état. Maintenant, il faut veiller à travailler à une échelle plus large que cantonale. Tout en évitant coûte que coûte d'augmenter les taxes.

Que proposez-vous à la place?

Il faut passer par la sensibilisation et l'information. Il reste un immense travail d'approche ville-campagne à faire. Les citoyens ne savent pas grand-chose du travail de la terre. C'est aussi le rôle de l'UDC de donner la parole aux personnes de terrain, qui savent de quoi elles parlent. On recherche cette unification, car le clivage ne mène à rien.

Sur SmartVote, vous êtes tout à droite. Un frein ou une aubaine?



CHLOÉ LAMBERT

Je suis clairement la ligne de l'UDC et soutiens la souveraineté de la Suisse, mais avec un discours qui peut parler à tout le monde. J'ai beaucoup de cartes dans mon jeu, grâce à mon parcours varié, et quelques-unes permettent de me démarquer. Ma fibre sociale d'une part, mais aussi la fervente défense du milieu de la culture, en tant

que membre de la Commission cantonale des affaires culturelles.

A droite ou non, un conseiller d'Etat doit posséder des capacités que j'ai pu développer: diriger une équipe, avoir de l'empathie ou encore trouver des solutions. C'est joliment l'élection, mais il faut travailler dur derrière et pouvoir en assumer les tâches. ■

Un parcours bien rempli

Philippe Demierre est un touche-à-tout. Né en 1968, il grandit dans le village d'Esmons, en Glâne. Il travaille jeune sur l'exploitation agricole familiale et reste dans le milieu pendant quatorze ans. Une reconversion plus tard, le voilà conseiller en assurances. Il occupe ensuite plusieurs postes, notamment de direction, dans le monde carcéral. Il entre au Conseil communal d'Esmons en 2003. L'aventure ne durera que trois ans, avant que la commune ne fusionne avec Ursy. Il en faut plus pour décourager le Glannois, qui reprend des études à la Haute Ecole de travail social en 2007 et obtient un master en direction et management.

Son parcours politique prend son envol en 2017, lorsqu'il obtient un siège de député au Grand Conseil. «Mon épouse est secrétaire générale de Guy Parmelin, c'est elle qui m'a transmis le virus.» Philippe Demierre est, depuis, très actif. Il intègre le Conseil communal d'Ursy en 2018, avant de prendre la présidence de la section de l'UDC de son district l'année suivante. Désormais responsable administratif à l'HFR, ce père de deux enfants est aussi un passionné de sport et de musique, avec un diplôme fédéral de direction d'orchestre en poche. ACN

«Mieux représenter la société»

Cofondateur de la section jeune du Parti vert libéral fribourgeois, **Loris Grandjean** se porte pour la première fois candidat au Conseil d'Etat.

ÉLODIE FESSLER

Vous n'avez actuellement aucun mandat politique, n'est-ce pas trop audacieux de vous présenter?

Je ne suis pas le parcours prototypique de la plupart des candidats, mais cela ne signifie pas pour autant que je ne suis pas qualifié ni que ma candidature est illégitime. Je sais par contre comment fonctionne un processus parlementaire et comment une loi entre en vigueur. L'Exécutif ne m'est pas inconnu, que ce soit grâce à mes précédentes présidences au PVL ou celle que j'occupe depuis deux ans à l'Association fribourgeoise des psychologues. Il me manque sans doute de l'expérience, mais elle peut être comblée par d'autres aspects.

Quels sont-ils?

Par exemple mon dynamisme et ma capacité d'écoute. Je l'ai développée au travers de mon métier. Souvent, dans les débats, les gens parlent sans s'écouter. Je dispose aussi d'un bon réseau pour trouver les meilleures solutions.

Sur le site internet du PVL, vous vous présentez comme un fan de musique métal, de jeux vidéo

et de films d'horreur. Pourquoi dévoiler cela?

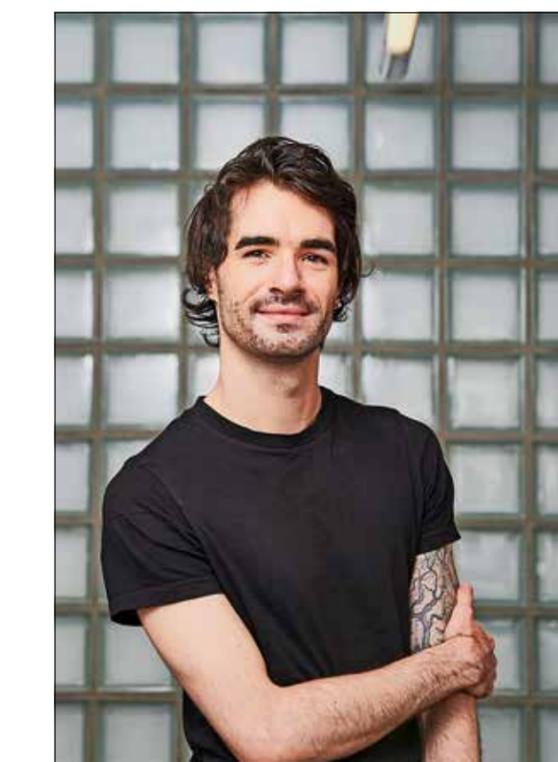
Quand j'ai décidé de m'engager, je me suis fait la promesse d'être transparent sur qui j'étais. Tout le monde possède des passions et une personnalité, elles ne disparaissent pas lorsqu'on devient membre d'un exécutif ou d'un législatif. Cela a aussi sa place dans le débat.

Qu'aimeriez-vous amener au Conseil d'Etat?

Outre mes compétences déjà évoquées, je propose une meilleure représentation d'une partie de la société: dynamique, ouverte sur le monde, écologique, jeune et alternative. Que ce soit par mon âge ou mon mode de vie. Je suis en couple avec un Bernois depuis sept ans et nous sommes fiancés. Être le premier candidat ouvertement gay à l'élection au Gouvernement fribourgeois en 2021 donne à réfléchir.

Vous aspirez aussi à la députation. Cette double candidature est-elle un moyen de maximiser vos chances?

Non, je n'ai pas investi tout ce temps et cette énergie pour que ma candidature au Conseil d'Etat serve à une éventuelle élection. Je suis motivé pour les deux postes, mes décisions étaient indépendantes. Il s'agit



JEAN-BAPTISTE MOREL

en premier lieu de présenter des idées vert libérales.

Pourquoi ne pas avoir fait liste commune avec un autre parti?

Je n'ai pas eu le plaisir de prendre cette décision, mais j'en suis ravi. Si on est dans un parti c'est qu'aucun autre ne nous correspond. Le PVL est aujourd'hui un grand petit parti. Une alliance au niveau can-

tonal ne lui profiterait pas.

Présenter un ticket avec deux noms est-il vraiment favorable au PVL?

Dans toutes les configurations, nos chances en 2021 pour un siège au Conseil d'Etat sont minces. Proposer une seule personne n'y changerait rien. Me présenter avec Irene Bernhard est la solution idéale.

Nous nous entendons bien et nous représentons bien les valeurs de notre parti.

En tant que psychologue, comment jugez-vous la prise en charge de la santé mentale dans le canton?

Je salue la volonté du canton de faire au mieux. Mais il faudrait se détacher du système biomédical et privilégier une approche psychosociale. L'idée d'avoir un hôpital psychiatrique isolé comme celui de Marsens est dépassée. Dans la société, il n'y a pas les malades mentaux d'un côté et les sains d'esprit de l'autre. Il y a des personnes en souffrance psychique qui doivent être aidées de manière plus intégrée.

Au-delà de la santé, quels sont vos autres intérêts?

L'écologie, notamment la mobilité et la vie urbaine et périurbaine. Je défends l'ultravégétalisation des centres urbains, qui est non seulement optimale pour la santé mentale et physique des habitants, mais qui combat aussi les îlots de chaleur.

La promotion de l'égalité me tient aussi à cœur. Concrètement, je propose d'ouvrir un cours aux niveaux primaire et secondaire pour combattre les stéréotypes, d'introduire le langage épicène dans les documents de l'Etat ou encore d'encourager la représentation de la diversité dans les instances politiques. ■

Engagement et électrochoc

Loris Grandjean est né à Riaz et y a passé toute son enfance et adolescence. Il s'intéresse dès l'âge de 16 ans à la politique et débat des thèmes d'actualité avec son grand-père, qui était engagé au PDC. L'acceptation en 2014 de l'initiative contre l'immigration de masse lui provoque un électrochoc. Il rejoint alors le Parti vert libéral et se porte candidat aux élections nationales. Il cofonde en 2016 la section jeune du PVL et la dirige jusqu'en 2020. Parallèlement, il occupe la place de vice-président du PVL cantonal. Sa sœur, Oriane Grandjean, est engagée dans le même parti.

Loris Grandjean est titulaire d'un master en sciences (trilingue) en psychologie clinique, de la santé et neurosciences cognitives.

En couple depuis sept ans, il vit actuellement à Fribourg en collocation. Il partage son temps entre le CHUV pour son doctorat et la clinique de l'Université de Berne dans le cadre de sa formation post-grade en psychothérapie. Agé de 28 ans, le Gruérien préside depuis deux ans l'Association fribourgeoise des psychologues et fait partie de la commission de recours de la Fédération suisse de psychologie. EF